

Pasok, Parti démocrate italien, PSOE, etc. Assiste-t-on à l'écroulement de la social-démocratie en Europe ?

La gauche historique est hors jeu



Stefano Fassina
Ancien vice-ministre à l'Économie (2003-2004) et dirigeant de la gauche italienne

L'année 2016 a été marquée par un changement historique. Trump aux États-Unis, le Brexit, l'avalanche de « non » au référendum constitutionnel en Italie le 4 décembre sont autant de secousses politiques d'une magnitude maximale. Elles surviennent après d'autres secousses : de la Grèce à l'Espagne, de l'Autriche à la France et à l'Allemagne, sans compter les développements dans les pays de l'est de l'Union européenne. La séquence des résultats électoraux des derniers mois est pour le néolibéralisme réel ce qu'a été la chute du mur de Berlin pour le socialisme réel. 2016 ressemble à 1989. Le message de fond est clair. D'un côté,

l'insoutenabilité pour la classe ouvrière et les classes moyennes du capitalisme néolibéral, des marchés globaux des capitaux, des biens et services qui s'échangent sur fond de dévaluation du travail. De l'autre, la marginalisation de la « gauche historique » européenne, sociale-démocrate et communiste, comme du Parti démocrate aux États-Unis. Dans une synthèse efficace, *The Economist* du 10 novembre écrit « *History is back* ». L'histoire revient, après l'ivresse idéologique post-1989, célébrée par Francis Fukuyama avec *la Fin de l'histoire*, son best-seller hégémonique. L'histoire revient, mais la gauche historique est hors jeu.

Une faille traverse les périphéries de nos grandes villes. Mais les socialistes européens, dans leurs différentes déclinaisons liées aux conditions spécifiques nationales, sont du mauvais côté : celui de l'establishment. Les peuples des périphéries économiques, sociales et culturelles attribuent aux socialistes la coresponsabilité de leur déclin et appauvrissement. Avec raison, puisque la gauche historique fut actrice de premier plan du développement du « marché intérieur » sans critères sociaux ni d'environnement, puis d'une monnaie unique sans État. Ce furent des erreurs politiques de portée historique, facteurs d'une dévaluation systématique du travail, accentués par « l'élargissement » désinvolte à 28 de l'UE.

Bref, la famille socialiste est hors jeu parce qu'elle a été complice, par subordination culturelle, par incapacité, par des difficultés objectives, par opportunisme, de la régression des conditions économiques et sociales de son peuple. Après la Seconde Guerre mondiale, elle a suivi le parcours d'une parabole : les Trente Glorieuses qui civilisèrent le capitalisme au moyen de l'État providence, la résistance à l'essor du néolibéralisme jusqu'en 1989, puis la reddition, lors du dernier quart de siècle à l'Union néolibérale européenne.

En sommes-nous à la crise finale ? Il est difficile de reconnaître chez les sociaux-démocrates des signes de prise de conscience de la nécessité d'un tournant culturel, social et programmatique radical. Ce sont les mouvements et forces hors du circuit de la gauche historique qui sont les plus prometteurs. Le banc d'essai pour la famille socialiste affaiblie et pour les partis de la gauche européenne est constitué par la capacité à remettre

en discussion le rapport « national/international », pour reprendre le lexique d'Antonio Gramsci (1) : État national, euro, Union européenne. Pour commencer à donner des réponses au peuple des périphéries économiques et sociales, il faut tout d'abord préparer un « plan B » pour dépasser, de manière coopérative et organisée, sans sorties unilatérales, l'ordre institutionnel, économique et monétaire en vigueur dans la zone euro. Dépasser l'euro pour revitaliser, dans la mesure du possible, la souveraineté démocratique à échelle nationale. Ainsi, relégitimer l'État comme instrument de défense du travail et relancer l'Union européenne comme coopération d'États. Un « plan B » pour revenir à représenter les intérêts de notre peuple. Nous nous voyons à Rome, les 11 et 12 mars prochain, pour faire quelques pas en avant, à l'occasion de la célébration du sixième anniversaire des traités de Rome. ●

(1) Dirigeant communiste et philosophe marxiste italien.

La gauche divisée et la misère sociale-démocrate



Albrecht von Lucke
Politologue et journaliste allemand

La social-démocratie allemande se trouve dans la grave crise de son histoire d'après-guerre. Depuis sa dernière victoire électorale, remportée en 1998 par Gerhard Schröder et Oskar Lafontaine, le parti a perdu la moitié de ses membres et de ses électeurs. Le SPD, jadis si fier, n'est plus ainsi aujourd'hui que l'ombre de lui-même. Cela cependant n'est en rien circonscrit à un phénomène allemand : que ce soit en France, au Royaume-Uni, en Espagne ou en Italie, la social-démocratie est presque partout en crise en Europe. La chute a com-

mencé dès le début des années 1990. Certes, la social-démocratie réussissait alors une fois encore, avec le New Labour et le si souvent invoqué « nouveau centre » (Neue Mitte), la prise du pouvoir au Royaume-Uni et en Allemagne. Mais aussi bien Tony Blair que Gerhard Schröder se sont alors dans les faits soumis volontairement à la « contrainte du marché mondial », en dérégulant les marchés du travail et en laissant les mains libres au capital financier.

Au bout de ce développement on a mis en place Hartz IV et l'agenda 2010 et – selon une tradition historique fatale – la division de la gauche allemande. En particulier, l'ex-président du SPD, Oskar Lafontaine, est devenu la figure de proue de Die Linke, le parti nouvellement fondé – en tant que parti anti-SPD. Depuis que ce parti de gauche allemand (Links-partei) est entré pour la première fois au Bundestag en 2005, il existe certes une majorité arithmétique de gauche au Parlement, mais malgré tout aucune coalition n'a pu voir le jour en raison de grandes différences.

Avec la montée en puissance des populistes de droite de l'AfD à la suite de la crise migratoire, la situation du SPD est devenue encore plus problématique. Maintenant, des populistes de gauche et de droite assèchent ses réserves des deux côtés. Dans le même temps, la CDU, sous la direction

de la chancelière Angela Merkel, a engagé une forme de libéralisation, grâce à laquelle elle domine le centre.

Mais comment le SPD peut-il sortir de ce dilemme structurel ? Comme peut-il se libérer de cet étranglement mortel venu de droite, de gauche et du centre ?

De fortes personnalités dirigeantes seraient sans doute précieuses pour y parvenir, mais ne pourraient constituer la solution du problème. Avant tout, il faut que la social-démocratie soit capable à nouveau de réinvestir sa marque de fabrique initiale pour la justice. Le besoin d'une pensée sociale-démocrate de gauche se fait sentir plus que jamais aujourd'hui, comme le prouve précisément la question des réfugiés.

Durant les décennies de la guerre froide, l'économie sociale de marché avait satisfait le pays. Cependant, aujourd'hui, face à des taux de croissance en berne, s'érode la conviction qu'une solidarité puisse s'effectuer à partir de la redistribution. Et, en conséquence, on assiste à une fracture (Spaltung) sociale dramatique. Ce développement stimule en Allemagne comme dans toute l'Europe des partis populistes – et donc finalement une déconstruction démocratique rampante.

Contre la montée en puissance de l'autoritarisme dans toute l'Europe, il faut ouvrir un chemin social écologique et démocratique. La social-démocratie en tant que projet européen est l'enjeu du moment. Contre le nouveau populisme de droite il faut que la social-démocratie montre clairement que la sécurité aujourd'hui ne vaut que si elle s'applique à tous, et non à travers l'exclusion des réfugiés et des plus démunis. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un nouveau grand pacte de solidarité entre le haut et le bas. Pour cela, il faut que le SPD et Die Linke surmontent enfin leur fatale division. Car on apprend cela tout spécialement de l'histoire allemande des années 1930 : si la gauche est divisée, c'est la droite extrême qui l'emporte à la fin. Mais cela signifierait le pire – pour l'Allemagne et pour l'Europe. ●

Les signaux d'alarme se multiplient



Paul Mason
Essayiste et documentariste britannique

Il est remarquable d'observer à quel point si peu a émergé de la tradition intellectuelle du centre gauche, tout au long du siècle dernier. Si on devait choisir un penseur à l'influence mondiale pour le centre gauche, il faudrait aller vers l'historien Karl Polanyi. Il défendait l'idée que le capitalisme se tient dans un « double mouvement », le sac vers le marché libre et le ressac pour réguler ce marché dans l'intérêt de la société. Ce qui est bien avec cette grande idée de Polanyi, c'est qu'elle a permis au centre gauche des années 1980 de

trouver une justification à son existence, capable de survivre à la disparition de la classe ouvrière. Plutôt que la « défense de la classe ouvrière », le but de la social-démocratie a été compris comme la « régulation du capitalisme dans son propre intérêt ». Le noyau de tous les problèmes de la social-démocratie depuis 2008 tient dans ce fait qu'il n'est plus du tout évident que ceci puisse être réalisé.

Il y avait une version de droite du néolibéralisme, la bave aux lèvres et les griffes ensanglantées ; et une version pro-